

LA CATALOGNE EN TANT QUE SOCIÉTÉ CIVILE

L

a Catalogne est, sans nul doute, beaucoup de choses. Mais, s'il existe quelque chose qui, à mon avis, l'identifie et la différencie dans le contexte espagnol, c'est le fait consistant et persistant d'être société civile. La Catalogne, en tant que réalité historique, en tant que peuple, est, par définition, par-delà les apparences et par-dessus tout, société civile.

Le fait est d'importance. Capacité de se différencier d'une part et convivialité d'autre part constituent, dans la société contemporaine, des valeurs fortes préconisées par tous. Et je crois, pour ma part, que ceci se manifeste au plus haut degré en Catalogne, précisément parce qu'elle est d'abord société civile : société civile et, en tant que telle, différente des autres ; société civile et, en tant que telle, vivant en harmonie avec les autres.

La question de savoir si la Catalogne moderne fut l'œuvre de la bourgeoisie ou celle des couches populaires a fait l'objet d'une controverse — à mon avis, trop idéologique — parmi les historiographes catalans contemporains. Révolution industrielle bourgeoise et vieille tradition anarchiste seraient des arguments de ce débat. Ce que personne ne semble discuter en revanche, c'est que, populaire ou bourgeoise, la Catalogne s'est faite à partir de ses instances civiles de société. Et, là aussi, l'argument bourgeois et l'argument anarchiste seraient valables et interviendraient ensemble.

On dit qu'en Catalogne la langue et son expression culturelle sous forme de culture linguistique, de culture dérivée de et soutenue par la langue, sont un fait différenciel fort. Cependant, il existe un fait différenciel fort encore plus accusé, bien qu'on en parle moins : la société civile catalane et son expression culturelle, cette fois-ci dans l'acceptation anthropologique du terme, de culture dérivée de et reposant sur la société civile elle-même.

On peut imaginer l'hypothèse qu'en Catalogne la langue se perde. Dans ce cas limite, on peut penser que la société civile catalane finirait par la faire revivre, assomption qu'appuyeraient des expériences historiques prolongées d'agression du pouvoir contre la langue et de résistance civile pouvant reconstruire et recréer de nouvelles splendeurs. En revanche, si se perdait la société civile catalane en tant que culture, il serait difficilement imaginable que la langue soit capable de la reconstruire.

Quoiqu'en disent les linguistes passionnés, on peut très bien parler le catalan avec un accent étranger, c'est-à-dire en percevant différemment et en accordant une autre valeur aux stimuli qui parviennent à une société donnée, ce niveau étant celui où cette dernière, en tant que telle, naît et se constitue.



Je n'oppose pas par là la culture en tant qu'expression culturelle linguistique à la culture en tant qu'expression culturelle anthropologique ainsi définie. Je ne fais que reposer, dans des termes moins rabâchés et, cependant, plus importants à mes yeux, le fait fort catalan en tant que société civile essentiellement ouverte à la capacité de se différencier et à la convivialité. Cela ne signifiait rien d'autre, ce me semble, lorsque,

en désignant les champs de l'Empordà, il disait que la Catalogne était l'œuvre des notaires.

Et je le repose en ces termes également dans un autre but. La société civile catalane, qui s'est montrée au cours des âges consistante et persistante, est aujourd'hui gravement menacée par sa propre autonomie politique. Je ne suis bien évidemment pas contre cette dernière. Uniquement contre une certaine façon de la comprendre, contre la tentation de penser la structure catalane comme une superstructure politique, en dépassant la société civile, par un phénomène de mimétisme politique du contexte espagnol, dans lequel la Catalogne — la société catalane résistante — a toujours su survivre. Il ne faudrait pas faire de Barcelone une copie politique de Madrid. Ce qu'il faudrait faire au contraire, c'est apprendre à Madrid, depuis Barcelone — mieux encore, depuis la Catalogne — à penser et à refaire la politique en la mettant au service de la société civile et en stimulant cette dernière. Moins de ministères et davantage d'agences civiles, telle serait ma formule, mon modèle idéal d'administration politique catalane. Certains de ceux qui envisagent le problème d'un point de vue nationaliste comprennent mal mes propos, parce qu'ils ont une conception hégélienne de la nation, consistant à n'y voir qu'une vocation de, un embryon d'État. On ne peut être nation qu'à condition d'être État, disent-ils. Personnellement, cet argument me fait penser aux vieilles digressions des canonistes du XIX^e, qui considéraient l'Église comme une société parfaite, et pour cette raison voulaient la rendre conforme au modèle de l'État moderne. Mais, historiquement parlant, l'Église a toujours été plus consistante — et plus ancienne — que l'État moderne. Et quelque chose de semblable risque d'avoir lieu au niveau des nations. Le concept d'État est très postérieur à celui de nation. Ce dernier est, à mon avis, un concept essentiellement civil (du point de vue de l'anthropologie culturelle), très antérieur à celui d'État (dans le temps) et plus consistant que ce dernier (en termes de vigueur sociale). À cet égard, l'histoire, l'histoire réelle moderne, regorge d'exemples. C'est pourquoi, je retourne, pour ma part, l'argument des nationalistes étroits. La Catalogne/nation ne sera telle qu'à condition d'être société civile. Dans le cas inverse, elle ne serait même pas, à la limite, la Catalogne.

ANTONIO MARZAL PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ AUTONOME DE BARCELONE